



Assemblée générale

Distr. générale
23 mai 2024
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur la détention arbitraire

Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa quatre-vingt-dix-neuvième session (18-27 mars 2024)

Avis n° 10/2024, concernant Muhammad al-Ghamdi (Arabie saoudite)*

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1991/42. Son mandat a été précisé et renouvelé dans la résolution 1997/50 de la Commission. Conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale et à sa décision 1/102, le Conseil des droits de l'homme a repris le mandat de la Commission. Le Conseil a reconduit le mandat du Groupe de travail pour une nouvelle période de trois ans dans sa résolution 51/8.
2. Le 7 novembre 2023, conformément à ses méthodes de travail¹, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement de l'Arabie saoudite une communication concernant Muhammad al-Ghamdi. Le Gouvernement a répondu à la communication le 3 janvier 2024. L'État n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
3. Le Groupe de travail estime que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants :
 - a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement juridique pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui est applicable) (catégorie I) ;
 - b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II) ;
 - c) Lorsque l'inobservation totale ou partielle des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États concernés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III) ;
 - d) Lorsqu'un demandeur d'asile, un immigrant ou un réfugié est soumis à une détention administrative prolongée sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV) ;
 - e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international en ce qu'elle découle d'une discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, qui tend ou peut conduire au non-respect du principe de l'égalité entre les êtres humains (catégorie V).

* Miriam Estrada-Castillo n'a pas participé aux délibérations sur la présente affaire.

¹ A/HRC/36/38.



1. Informations reçues

a) Communication émanant de la source

4. Muhammad al-Ghamdi, né en 1968, est de nationalité saoudienne. Enseignant à la retraite, il est titulaire d'une licence en lettres. Il réside habituellement à La Mecque (Arabie saoudite).

i) Contexte

5. La source affirme que la situation de M. al-Ghamdi s'inscrit dans le cadre d'une pratique généralisée visant à réduire au silence la dissidence et l'opposition en Arabie saoudite.

6. M. al-Ghamdi n'est ni un acteur politique ni un militant des droits de l'homme, mais un simple citoyen qui a exprimé pacifiquement ses opinions et ses préoccupations sur Internet en postant des messages sur les médias sociaux et qui a consulté et suivi sur les médias sociaux des comptes débattant de questions politiques et sociales. Avant sa détention, M. al-Ghamdi jouissait d'une bonne réputation et n'avait jamais été arrêté ni détenu.

7. Les opinions qu'il exprimait en postant des messages sur les médias sociaux portaient notamment sur la répression et la corruption de l'État, les droits des détenus, le chômage et le coût de la vie en Arabie saoudite.

ii) Arrestation et détention

8. La source indique que le 11 juin 2022, M. al-Ghamdi a été arrêté devant chez lui, dans le quartier al-Nouriyah de La Mecque, par un inspecteur des services de sécurité saoudiens.

9. M. al-Ghamdi aurait d'abord été incarcéré dans la prison de Dhahban, qui relève de la présidence de la sécurité de l'État, à Djeddah. Pendant les quatre premiers mois de sa détention après son arrestation le 11 juin 2022, M. al-Ghamdi aurait été maintenu à l'isolement cellulaire et au secret sans qu'aucune raison ne lui soit donnée pour justifier une telle mesure. Quand il se trouvait à l'isolement, il aurait été interrogé sans avoir accès à une représentation ou une assistance juridique.

10. Le 26 juin 2022, un acte judiciaire aurait confirmé les accusations portées contre M. al-Ghamdi, indiquant que ces accusations résultaient des opinions et préoccupations qu'il avait exprimées sur les médias sociaux et des comptes de médias sociaux qu'il avait consultés et suivis. Selon la source, l'acte judiciaire faisait état de deux comptes anonymes, recensant respectivement deux et huit abonnés. Cette information a été par la suite incluse dans le jugement et la décision de condamnation du 13 juillet 2023.

11. M. al-Ghamdi aurait été inculpé au titre des articles 30, 34, 43 et 44 de la loi de 2017 contre le terrorisme et le financement du terrorisme, et le procureur aurait requis la peine maximale, à savoir la peine de mort, pour chacun des chefs d'inculpation. M. al-Ghamdi était accusé d'avoir utilisé Internet et ses appareils électroniques, en violation de l'article 43 de la loi ; d'avoir exprimé publiquement des commentaires qui auraient porté atteinte à la religion et à la justice du Roi et du Prince héritier, en violation de l'article 30 ; d'avoir répandu de fausses rumeurs dans l'intention de troubler l'ordre public, de déstabiliser la sécurité de la société et de mettre en danger l'unité nationale, en violation de l'article 44 ; d'avoir soutenu des idées terroristes et un groupe terroriste, en violation de l'article 34 ; et d'avoir trahi sa religion, son pays et ses dirigeants.

12. Selon la source, c'est seulement en décembre 2022 que le Gouvernement a désigné un avocat pour défendre M. al-Ghamdi. Celui-ci n'aurait donc eu personne pour le représenter entre le 11 juin 2022, date de son arrestation, et décembre 2022, notamment durant les quatre premiers mois de sa détention alors qu'il se trouvait à l'isolement et au secret et qu'il était interrogé.

13. Selon la source, on pouvait craindre que l'avocat désigné par l'État ne soit partial et nuise à la défense de M. al-Ghamdi. Par exemple, il n'a assisté à aucun des interrogatoires auxquels M. al-Ghamdi a été soumis entre décembre 2022 et mars 2023 et a refusé de reconnaître les troubles mentaux diagnostiqués à son client ou d'invoquer les rapports médicaux existants, qui auraient pu constituer un moyen de défense en vertu du droit saoudien.

14. En janvier 2023, M. al-Ghamdi aurait été transféré à la prison al-Ha'ir en prévision de son procès, qui a débuté en mai 2023. C'était la première fois qu'il comparait devant un juge, près d'un an après son arrestation, qui remontait à juin 2022.

15. La source ajoute que le procès a compté trois ou quatre séances de débats, avant la dernière séance, le 10 juillet 2023, au cours de laquelle le jugement et la sentence de mort ont été prononcés.

16. L'avocat de M. al-Ghamdi aurait été révoqué en mars 2023 à cause du problème de partialité évoqué plus haut. Mais en raison des difficultés rencontrées pour trouver un autre avocat, ce n'est que le 2 mai 2023 qu'un nouvel avocat a été engagé par la famille de M. al-Ghamdi. Ce dernier s'est donc retrouvé sans avocat de mars 2023, date de la révocation de son premier avocat, jusqu'au 2 mai 2023, date de l'engagement du nouveau.

17. Le second avocat de M. al-Ghamdi n'aurait été engagé que peu de temps avant le début du procès en mai 2023, ce qui ne lui a pas laissé assez de temps pour prendre connaissance du dossier et préparer la défense. Il n'aurait en outre pu communiquer avec son client que lors des entrevues qu'il a eues avec lui avant les audiences, malgré ses tentatives pour le rencontrer plus tôt.

18. Le 10 juillet 2023, le Tribunal pénal spécial a condamné M. al-Ghamdi à la peine de mort. La source dit que sa famille voulait assister au procès, mais en a été empêchée.

19. Il aurait été indiqué dans le jugement et dans la déclaration de condamnation, prononcés à l'audience le 10 juillet 2023 et énoncés par écrit le même jour, que l'intégralité du dossier serait renvoyée à la cour d'appel, comme l'exige la loi. À cet égard, la source croit comprendre que la procédure d'appel se poursuit, mais elle ne dispose guère d'informations sur l'état de son avancement.

20. La procédure d'appel n'aurait pas évolué et M. al-Ghamdi a été renvoyé dans la prison Dhahban, à Djeddah, où il se trouve actuellement. On ne sait rien de plus depuis quant à l'avancement de la procédure. Aucune audience n'a été signalée et la décision d'appel pourrait être rendue sans que l'accusé ne compare devant un juge.

21. Selon la source, il semblerait que la décision de la cour d'appel soit imminente, ce qui fait craindre une confirmation brutale des accusations et de la condamnation prononcées contre M. al-Ghamdi, qui permettrait aux autorités de mettre à exécution la sentence de mort. Les communications entre M. al-Ghamdi et son avocat sont d'autant plus limitées qu'ils ne peuvent s'entretenir qu'avant les audiences et qu'aucune audience n'est prévue maintenant que la procédure en est au stade de l'appel.

22. La famille de M. al-Ghamdi aurait récemment été autorisée à lui rendre visite, mais n'a pas pu s'entretenir librement avec lui.

23. La source affirme que le refus d'accorder à M. al-Ghamdi les soins de santé dont il avait besoin a contribué à la douleur et aux souffrances qu'il a éprouvées pendant sa détention, et qu'un ensemble d'atteintes à ses droits fondamentaux a abouti à un traitement cruel, inhumain et dégradant et à une torture psychologique. Selon la source, M. al-Ghamdi a été soumis à des pressions et à des souffrances émotionnelles et psychologiques extrêmes parce qu'il a été maintenu à l'isolement, sans explication, pendant les quatre premiers mois de sa détention tout en étant privé de l'assistance d'un avocat et de la possibilité de communiquer avec sa famille ; parce qu'il s'est vu refuser les services d'un avocat pendant une grande partie de sa détention ; et parce qu'il a été privé des soins médicaux et des médicaments dont il avait besoin et qui lui avaient été prescrits pour soigner ses problèmes de santé, notamment des symptômes de schizophrénie, de trouble bipolaire et de trouble délirant, ce qui a entraîné une détérioration de son état de santé.

24. La source souligne la pression psychologique extrême qu'a subie M. al-Ghamdi en détention et dit que le fait qu'il n'ait pas reçu les médicaments qui lui avaient été prescrits pour ses problèmes de santé mentale a empêché de stabiliser son état, surtout après sa condamnation à mort.

iii) *Obligations découlant du droit international*

25. La source dit que si les modalités de détention et la procédure judiciaire en Arabie saoudite sont régies par le droit interne, l'État est tenu d'appliquer le droit international qu'il s'est engagé à respecter.

26. Selon la source, l'Arabie saoudite est tenue de respecter les droits et protections énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, telle qu'elle a été adoptée par l'Assemblée générale². L'Arabie saoudite est en outre partie à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et a ratifié la Charte arabe des droits de l'homme. Enfin l'Arabie saoudite devrait se guider sur l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela).

iv) *Analyse juridique*

27. La source fait valoir que l'arrestation et la détention de M. al-Ghamdi sont arbitraires au sens des catégories II et III.

a. *Catégorie II*

28. La source rappelle que la Déclaration universelle des droits de l'homme énonce dans ses articles 18, 19 et 20 les droits à la liberté d'expression et d'association. L'article 19, en particulier, garantit non seulement le droit à la liberté d'opinion et d'expression, mais aussi le droit que celle-ci implique de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

29. La source fait observer que, sans être un acteur politique ni un militant des droits de l'homme, M. al-Ghamdi avait ces dernières années exprimé de plus en plus souvent sur Internet ses opinions et préoccupations concernant la répression et la corruption présumée de l'État, les droits des détenus, le chômage et le coût de la vie en Arabie saoudite.

30. Selon la source, plusieurs facteurs montrent que l'arrestation et la détention de M. al-Ghamdi, ainsi que les poursuites engagées contre lui, sa déclaration de culpabilité et sa condamnation à mort, résultent de l'exercice légitime de ses droits de l'homme, et que sa privation de liberté, en particulier, résulte de l'exercice des droits et libertés garantis par la Déclaration universelle des droits de l'homme³. Parmi ces facteurs, la source cite l'acte judiciaire confirmant les accusations du procureur, les questions sur lesquelles ont porté les interrogatoires après l'arrestation, ainsi que le verdict rendu par le tribunal, qui a reconnu l'accusé coupable des faits qui lui étaient reprochés et l'a condamné à mort.

31. La source dit qu'après l'arrestation de M. al-Ghamdi le 11 juin 2022, un acte judiciaire publié le 26 juin 2022 a confirmé les chefs d'accusation, indiquant qu'ils étaient motivés par les opinions et préoccupations que M. al-Ghamdi avait exprimées sur les médias sociaux et par les comptes de médias sociaux qu'il avait consultés et suivis.

32. La source dit qu'après l'arrestation et l'inculpation de M. al-Ghamdi, les questions qui lui ont été posées lors des interrogatoires pendant sa détention confirment qu'il a été arrêté, incarcéré et poursuivi par les services de sécurité saoudiens parce qu'il avait exprimé publiquement ses pensées, opinions et préoccupations au sujet de l'action et de la politique du Gouvernement.

33. M. al-Ghamdi aurait été interrogé au sujet des messages qu'il avait publiés sur les médias sociaux et de ses opinions politiques. Il a été interrogé aussi sur ce qu'il pensait et sur les sympathies qu'il aurait eues pour certains prisonniers politiques ou prisonniers d'opinion qui avaient également été arrêtés et poursuivis par les autorités saoudiennes pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression, en particulier sur Internet et les médias sociaux.

² Résolution 217 (III) A de l'Assemblée générale.

³ Voir *Groupe de travail sur la détention arbitraire : Fiche d'information n° 26 Rév. 1* (publication des Nations Unies, 2024).

34. La source dit ensuite que, dans son jugement du 10 juillet 2023, le Tribunal pénal spécial a confirmé la culpabilité de M. al-Ghamdi pour les faits qui lui étaient reprochés, qui concernaient uniquement les opinions et préoccupations qu'il avait exprimées et les contenus qu'il avait consultés sur les médias sociaux. Le Tribunal a condamné M. al-Ghamdi à la peine de mort, déclarant qu'il était puni publiquement pour les crimes odieux qu'il avait commis.

35. La source rappelle que le Groupe de travail a constaté par le passé que les violations des droits à la liberté d'expression et d'association et les arrestations, détentions et poursuites judiciaires résultant de l'exercice de ces droits rendaient la privation de liberté des personnes détenues arbitraire⁴. Elle rappelle également que le Groupe de travail a considéré que le fait de critiquer son pays et ses dirigeants et de communiquer avec d'autres acteurs politiques de manière pacifique ne devrait pas être considéré comme une tentative de renverser le Gouvernement et que les restrictions dont ces droits faisaient l'objet ne pouvaient pas être considérées comme proportionnées et justifiées⁵.

36. Selon la source, à la suite de l'adoption de la législation contre le terrorisme en 2014, des rapports ont fait état de campagnes d'arrestations répressives visant des citoyens et des militants accusés d'actes liés à la liberté d'opinion et d'expression⁶. La source dit qu'une telle tendance s'est poursuivie pendant la période au cours de laquelle M. al-Ghamdi a été arrêté, placé en détention, reconnu coupable et condamné à mort pour avoir exprimé ses opinions.

37. De plus en plus attentive à l'expression en ligne d'opinions dissidentes et critiques envers le Gouvernement, l'Arabie saoudite recourrait à cet égard à sa législation antiterroriste et imposerait de lourdes sanctions. La source affirme que les peines prévues par la loi contre le terrorisme et le financement du terrorisme pour les faits d'expression en ligne, à savoir notamment la peine de mort et l'emprisonnement pour des dizaines d'années, sont disproportionnées au regard de celles qui sont prévues pour des infractions graves impliquant l'usage d'explosifs ou le détournement d'avion, qui emportent une peine maximum de trente ans d'emprisonnement.

38. La source conclut que la privation de liberté de M. al-Ghamdi résulte de l'exercice légitime de ses droits à la liberté de pensée et de conscience, à la liberté d'expression et d'opinion et à la liberté d'association et de réunion, et est arbitraire au sens de la catégorie II.

b. Catégorie III

39. La source affirme que la détention de M. al-Ghamdi est arbitraire au sens de la catégorie III, car son droit fondamental à un procès équitable et son droit à ce que sa cause soit entendue par un tribunal indépendant et impartial ont été violés.

40. La source affirme qu'outre les dispositions générales concernant les droits à un procès équitable énoncées à l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'Arabie saoudite devrait être guidée par les Règles Nelson Mandela.

41. La source rappelle que l'isolement cellulaire et la détention au secret sont contraires aux protections internationales. La règle 43 des Règles Nelson Mandela interdit l'isolement cellulaire prolongé ou pour une période indéterminée. La règle 3 stipule que l'emprisonnement et les autres mesures qui ont pour effet de couper les personnes du monde extérieur sont afflictifs par le fait même qu'ils les dépouillent du droit de disposer d'elles-mêmes en les privant de leur liberté. La détention à l'isolement ou au secret sans justification ni nécessité aggravent les souffrances inhérentes à une telle situation.

42. La source rappelle que ces protections n'ont pas été accordées à M. al-Ghamdi pendant les quatre premiers mois de sa détention.

⁴ Voir avis n° 60/2013.

⁵ Ibid., par. 21.

⁶ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, « UN rights expert raises alarm over Saudi Arabia's growing clamp down on freedom of expression », 16 décembre 2015.

43. La source affirme que lorsqu'il se trouvait à l'isolement, M. al-Ghamdi était aussi au secret puisque sa famille n'a pas été autorisée pendant quatre mois à communiquer avec lui ou à lui rendre visite. Une fois sorti de l'isolement, M. al-Ghamdi aurait été autorisé à appeler une fois sa famille et à recevoir un nombre limité de visites jusqu'en janvier 2023, date à laquelle il a été transféré dans la prison al-Ha'ir, à Riyad, située à environ 945 kilomètres de l'endroit où résidait sa famille, trop loin pour que celle-ci puisse lui rendre régulièrement visite.

44. La source souligne l'extrême vulnérabilité de M. al-Ghamdi pendant les quatre premiers mois de sa détention, lorsqu'il se trouvait à l'isolement et au secret. Au cours de cette période, M. al-Ghamdi aurait été interrogé sans l'assistance d'un conseil.

45. Selon la source, le fait que M. al-Ghamdi n'ait pas bénéficié de l'assistance d'un avocat lorsqu'il a été interrogé pendant qu'il se trouvait à l'isolement l'a exposé à un risque de traitement incontrôlé et à des mauvais traitements potentiels, en violation de l'article 15 de la Convention contre la torture, d'où le risque que le tribunal se fonde sur des déclarations obtenues de manière irrégulière, sous la contrainte ou sans que M. al-Ghamdi ait bien compris les accusations portées contre lui, le droit applicable et les modalités de la procédure.

46. La source rappelle que les Règles Nelson Mandela reconnaissent que le caractère afflictif de l'emprisonnement est aggravé par des situations comme l'isolement cellulaire et la détention au secret, qui sont préjudiciables au bien-être des détenus.

47. Compte tenu de tout ce qui précède, la source conclut que le fondement juridique de la détention de M. al-Ghamdi n'est ni accessible, ni compréhensible, ni appliqué de manière cohérente et prévisible⁷, et que cette détention est arbitraire.

48. La source indique que, selon le droit interne saoudien, toutes les personnes accusées ont le droit de demander l'assistance d'un avocat ou d'un représentant pour les défendre aux stades de l'enquête et du procès. Le droit à une représentation juridique lors de l'arrestation et de l'inculpation et au cours de la procédure judiciaire est également protégé par les Règles Nelson Mandela.

49. Selon la source, le droit de M. al-Ghamdi de faire appel à un avocat et de consulter un avocat a été violé pendant sa détention, les interrogatoires et la préparation du procès.

50. La source soutient que M. al-Ghamdi n'a pas eu accès à un avocat pendant les interrogatoires auxquels il a été soumis quand il était à l'isolement au cours des quatre premiers mois de sa détention. De plus, étant donné que les questions qui lui ont été posées au cours de ces interrogatoires portaient sur les opinions qu'il avait exprimées et sur ses relations et sympathies supposées, il aurait été impératif de s'assurer qu'il ait accès à un conseil et qu'il comprenne bien les accusations portées contre lui, la procédure établie par la loi contre le terrorisme et le financement du terrorisme et les modalités de la procédure devant le Tribunal pénal spécial.

51. La source indique que c'est seulement en décembre 2022 que M. al-Ghamdi a bénéficié des services d'un avocat désigné par l'État, ce qui signifie que pendant toute la durée de sa détention entre le 11 juin 2022, date de son arrestation, et décembre 2022, il n'a pas eu accès à un conseil. La source rappelle que pendant les quatre premiers mois de sa détention, M. al-Ghamdi se trouvait à l'isolement et au secret tout en étant soumis à des interrogatoires.

52. Elle fait valoir en outre que l'avocat désigné par l'État a fait preuve de partialité à l'égard de M. al-Ghamdi et pris des mesures contraires à ses intérêts et à sa capacité de préparer et de présenter sa défense. Elle explique par exemple qu'il a refusé de reconnaître les troubles mentaux diagnostiqués à son client et d'invoquer les rapports médicaux existants, qui auraient pu constituer un moyen de défense en vertu du droit saoudien. Il aurait été important de poursuivre ces moyens de défense, car affirmer que M. al-Ghamdi a agi dans l'exercice de son droit à la liberté d'expression ne constitue pas un moyen de défense valable en Arabie saoudite.

⁷ A/HRC/22/44, par. 62.

53. La source explique qu'aucun avocat n'a souhaité invoquer l'état de santé mentale de M. al-Ghamdi par crainte de graves conséquences, par exemple une arrestation ou un retrait de licence comme d'autres avocats et un ancien juge en avaient apparemment fait l'expérience. La source explique que puisque l'avocat refusait de reconnaître les troubles de santé mentale diagnostiqués à M. al-Ghamdi ou la possibilité d'invoquer ce diagnostic comme moyen de défense en vertu du droit saoudien, un changement d'avocat a été demandé et l'avocat désigné par l'État a été révoqué en mars 2023. La famille de M. al-Ghamdi a alors dû trouver et engager un nouvel avocat pour l'assister.

54. Trouver un avocat pour représenter M. al-Ghamdi se serait avéré une tâche difficile, exigeant des efforts considérables. Selon la source, les avocats contactés ont pour la plupart refusé de se charger de l'affaire par crainte de subir des représailles de la part des autorités, notamment d'être arrêtés. Ce n'est que le 2 mai 2023 qu'un second avocat a été trouvé et engagé pour représenter M. al-Ghamdi, ce qui signifie que ce dernier s'est retrouvé sans représentation juridique une deuxième fois, entre mars et mai 2023. La source ajoute que l'engagement de l'avocat n'a été finalisé et validé qu'après le renvoi de l'affaire au Tribunal pénal spécial, en mai 2023.

55. La source fait valoir que les autorités saoudiennes auraient dû savoir que M. al-Ghamdi ne bénéficiait pas de l'assistance d'un conseil, notamment pour l'assister lors des interrogatoires ou préparer le procès. Or M. al-Ghamdi est resté en détention et la procédure contre lui s'est poursuivie alors même qu'il n'était pas représenté et en violation de ses droits, ce qui l'a privé de la possibilité de contester en justice le bien-fondé de sa détention ou de demander à comparaître devant un juge.

56. La source dit que la question de l'accès de M. al-Ghamdi à l'avocat engagé en mai 2023 suscite aussi des préoccupations et elle rappelle la règle 120 des Règles Nelson Mandela. Apparemment, M. al-Ghamdi n'a pu s'entretenir avec son avocat ou le rencontrer qu'avant les audiences, ce qui l'a empêché de poser les questions qui lui auraient permis de bien comprendre les accusations portées contre lui et la procédure le concernant, de donner des instructions à son avocat et de participer à la préparation de sa défense.

57. La source conclut que le droit de M. al-Ghamdi à une représentation juridique a été violé, ce qui a porté atteinte à son droit à un procès équitable et à une procédure régulière.

58. La source rappelle les règles 61 et 120 (par. 1) des Règles Nelson Mandela, qui donnent des indications quant au droit qu'ont les détenus de pouvoir recevoir la visite d'un conseil juridique de leur choix, de s'entretenir avec lui et le consulter, sans retard et en toute confidentialité, et disposer du temps et des moyens nécessaires à cet effet.

59. Ces protections, et par conséquent le droit à un procès équitable, auraient été refusées à M. al-Ghamdi. Selon la source, par deux fois M. al-Ghamdi n'a pas été représenté par un avocat défendant ses intérêts : d'abord entre le moment de son arrestation et le moment où il s'est vu désigner un avocat, ensuite entre la révocation de cet avocat, en mars 2023, et l'engagement par sa famille d'un nouvel avocat, en mai 2023. Pendant ces deux périodes, M. al-Ghamdi aurait été soumis à des interrogatoires.

60. La source ajoute que M. al-Ghamdi n'avait accès à l'avocat qu'il avait engagé qu'avant les comparutions et les audiences, et donc qu'il n'a pas bénéficié du temps et des moyens nécessaires pour s'entretenir avec lui, lui donner des instructions et participer à la préparation de sa défense.

61. Elle affirme que la capacité de l'avocat de M. al-Ghamdi à soumettre tous les éléments nécessaires à la défense de son client s'est limitée à la présentation d'arguments puisqu'il n'a pas été autorisé à demander la comparution de témoins.

62. Le tribunal n'aurait pas pris en considération les rapports médicaux que le second avocat de M. al-Ghamdi a cherché à invoquer comme moyen de défense, en vertu du droit saoudien, contre les accusations portées contre son client ; il a en outre rejeté les requêtes de la défense demandant à ce que l'état de santé mentale et psychologique de M. al-Ghamdi soit examiné par une autorité médicale.

63. La source conclut que le fait que M. al-Ghamdi n'ait pu consulter un avocat et communiquer avec lui que de manière limitée pendant sa détention et ses interrogatoires et qu'il n'ait pas pu s'entretenir régulièrement avec le nouvel avocat qu'il avait engagé a nui à sa capacité de préparer et de présenter sa défense. Les limitations imposées à son avocat pour ce qui est d'obtenir la comparution de témoins, de soumettre des rapports médicaux et de demander une consultation médicale au cours du procès ont également compromis la défense de M. al-Ghamdi, en violation de ses droits à une procédure régulière et à un procès équitable.

64. La source fait valoir que le droit de M. al-Ghamdi à ce que sa cause soit entendue par un tribunal indépendant et impartial a été violé étant donné que les procédures internes contre lui, y compris son procès, se sont déroulées devant le Tribunal pénal spécial. Ce tribunal, établi en 2008 pour connaître des actes terroristes graves, serait de plus en plus utilisé pour cibler et poursuivre des personnes exprimant des opinions ou des critiques ainsi que des militants pacifiques en désaccord avec la position du Gouvernement.

65. La source ajoute que des rapports sur les droits de l'homme ont tiré la sonnette d'alarme concernant les jugements rendus par le Tribunal pénal spécial dans des affaires relevant de la compétence d'autres juridictions nationales, mais pour lesquelles le Tribunal peut prononcer des peines plus sévères, et concernant le fait que le Tribunal n'est pas indépendant du Ministère de l'intérieur. Elle indique par exemple que l'identité des juges dans le procès de M. al-Ghamdi a été maintenue confidentielle tout au long de la procédure. Le Tribunal aurait en outre refusé d'autoriser la famille de M. al-Ghamdi à assister à l'audience au cours de laquelle la condamnation à mort a été prononcée et aurait rejeté les tentatives faites par M. al-Ghamdi pour se défendre au cours du procès contre certaines allégations concernant les opinions qu'il avait exprimées en ligne, le privant du droit de contester l'exactitude des déclarations qu'on lui imputait.

66. La source fait observer que le Tribunal pénal spécial aurait dû savoir que M. al-Ghamdi a été maintenu à l'isolement de manière prolongée durant les quatre premiers mois de sa détention, au cours desquels il a été interrogé sans bénéficier de l'assistance d'un représentant légal. Il aurait également dû savoir que M. al-Ghamdi a rencontré des difficultés pour engager un avocat acceptant de défendre ses intérêts et qu'il s'est retrouvé sans avocat pratiquement tout au long de sa première année de détention. Or il n'a pris apparemment aucune mesure pour remédier à ces violations du droit de M. al-Ghamdi à un procès équitable et a rejeté les requêtes demandant la comparution de témoins à décharge, une consultation médicale ou la prise en compte de certains rapports médicaux existants.

67. Le droit de M. al-Ghamdi à un procès équitable a été violé parce que, dans le cadre du Tribunal pénal spécial, il n'a pas eu accès à un tribunal indépendant et impartial.

68. La source rappelle que, conformément aux droits et protections prévus par les instruments internationaux, les personnes en détention ont le droit de communiquer régulièrement avec leur famille.

69. La source indique qu'en vertu de l'article 68 des Règles Nelson Mandela et de l'article 14 de la Charte arabe des droits de l'homme, ainsi que de l'article 12 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'Arabie saoudite est tenue d'assurer aux détenus des communications et visites régulières avec les membres de leur famille.

70. La source affirme que ces droits et protections ont été refusés à M. al-Ghamdi quand il était privé de liberté : d'abord pendant les quatre premiers mois de sa détention, quand il était maintenu à l'isolement sans aucune possibilité de communiquer avec sa famille, puis, une fois sorti de l'isolement cellulaire, quand il n'était autorisé qu'à quelques appels et visites irrégulières avant son transfert dans la prison al-Ha'ir à Riyad, à environ 945 kilomètres de l'endroit où résidait sa famille, ce qui a empêché cette dernière de lui rendre régulièrement visite.

71. M. al-Ghamdi n'aurait pas pu communiquer librement avec sa famille au cours de ses conversations téléphoniques. Les autorités auraient par exemple interrompu une conversation au cours de laquelle il évoquait la pénibilité de sa détention. Selon la source, lorsque les communications sont ainsi restreintes, il se peut que des brutalités, actes de torture et autres mauvais traitements soient commis sans être signalés ni considérés.

72. La source rappelle que les communications et les visites familiales contribuent au bien-être et au sentiment de dignité des détenus et qu'il est capital de veiller à ce que les autorités se conforment à l'obligation qui leur incombe de protéger et de garantir les droits fondamentaux. Elle observe par exemple que le fait que M. al-Ghamdi n'ait pu contacter sa famille et communiquer avec elle pendant les quatre premiers mois de sa détention quand il était à l'isolement a eu pour conséquence que celle-ci n'a pas pu l'aider plus tôt à engager un avocat compétent.

73. La source conclut que non seulement le droit de M. al-Ghamdi de contacter sa famille a été violé, mais que cette violation a eu de graves conséquences et causé d'autres atteintes à son droit à un procès équitable et à une procédure régulière.

74. La source rappelle l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les règles 24 à 35 des Règles Nelson Mandela concernant les soins de santé.

75. La source dit qu'avant d'être arrêté et incarcéré, M. al-Ghamdi souffrait de problèmes de santé qui lui avaient été diagnostiqués et pour lesquels on lui avait prescrit des médicaments à prendre régulièrement. Il souffrait notamment d'épilepsie, qu'on lui avait diagnostiquée dans l'enfance et pour laquelle il prenait des médicaments depuis quarante ans, et de troubles mentaux pour lesquels il était suivi et traité par des médicaments avant son arrestation.

76. Selon la source, les autorités ont continué de procurer à M. al-Ghamdi ses médicaments contre l'épilepsie, mais ont refusé de lui fournir les médicaments prescrits pour prendre en charge ses troubles mentaux en dépit des rapports médicaux attestant de ces troubles et malgré une requête, qu'elles ont rejetée, demandant à ce qu'il soit examiné par un médecin.

77. La source dit que, privé de son traitement depuis plus d'un an et quatre mois qu'il se trouve en détention, M. al-Ghamdi a vu son état de santé se détériorer.

78. La source conclut que l'Arabie saoudite a violé le droit de M. al-Ghamdi à des soins de santé.

79. Elle affirme que le droit de M. al-Ghamdi à ne pas être soumis à des mauvais traitements ou à un traitement cruel, inhumain et dégradant et potentiellement à des actes de torture psychologique a été violé et continue de l'être. Les autorités saoudiennes auraient soumis M. Al-Ghamdi à des pressions émotionnelles et psychologiques extrêmes, en particulier pendant les quatre premiers mois de sa détention quand il se trouvait à l'isolement et au secret sans aucune explication quant à la nécessité d'une telle mesure.

80. La source rappelle que l'article 15 de la Convention contre la torture traite de l'irrecevabilité des éléments de preuve obtenus par la torture. Elle affirme que M. al-Ghamdi a été placé dans une situation où il a été interrogé en étant soumis à des pressions émotionnelles et psychologiques puisqu'il ne bénéficiait pas de l'assistance d'un conseil, donc sans pouvoir bien comprendre les accusations et la procédure dont il faisait l'objet et en craignant que ses déclarations soient retenues contre lui.

81. La source ajoute que les pressions émotionnelles et le stress causés à M. al-Ghamdi par son placement à l'isolement cellulaire et sa détention au secret ont continué après.

82. Selon la source, le sentiment de stress et d'anxiété éprouvé par M. al-Ghamdi a augmenté de façon exponentielle après le jugement qui l'a condamné à mort à l'issue d'une procédure durant laquelle il aurait été privé de son droit à un procès équitable et aurait comparu devant un tribunal qui, de l'avis du Groupe de travail, n'est ni impartial ni indépendant⁸.

83. La source dit que le refus de dispenser à M. al-Ghamdi les soins médicaux dont il avait besoin en ne lui procurant pas les médicaments prescrits pour prendre en charge ses troubles mentaux a contribué à violer son droit de ne pas être soumis à la torture psychologique ou à d'autres traitements abusifs et dégradants. Selon elle, le fait pour un individu de voir se détériorer considérablement son état de santé psychologique et mentale

⁸ Avis n° 27/2023, par. 43.

en sachant que cela est dû au refus des autorités pénitentiaires de lui procurer ses médicaments doit être considéré comme un traitement accablant, cruel et dégradant et pourrait être compris comme constituant un acte de torture psychologique.

b) Réponse du Gouvernement

84. Le 7 novembre 2023, le Groupe de travail, suivant sa procédure ordinaire, a transmis les allégations de la source au Gouvernement saoudien. Il lui a demandé de lui faire parvenir des renseignements détaillés sur la situation actuelle de M. al-Ghamdi, au plus tard le 8 janvier 2024.

85. Le Gouvernement a envoyé sa réponse le 3 janvier 2024. Il rappelle l'appel urgent conjoint adressé par plusieurs titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, dont le Groupe de travail, concernant l'affaire de M. al-Ghamdi⁹. Le Gouvernement demande au Groupe de travail de tenir compte de sa réponse, datée du 11 novembre 2023, lorsqu'il rendra son avis.

86. Le Gouvernement nie toute violation relevant de la catégorie II. Il dit que M. al-Ghamdi a été arrêté, inculqué et condamné en première instance pour des crimes terroristes, notamment pour avoir cherché à fomenter une sédition, répandu le chaos, troublé la sécurité publique et incité à commettre de tels actes. Ces actes sont injustifiables en toutes circonstances, comme il est énoncé dans la Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international¹⁰. La liberté de parole est protégée en Arabie saoudite, mais les actes commis par M. al-Ghamdi constituaient des actes terroristes. Les procédures et garanties qui ont été adoptées dans son cas sont conformes aux normes internationales relatives à un procès équitable et à une procédure régulière. Le jugement rendu à son égard est étayé par des preuves suffisantes, son procès s'est déroulé dans un délai raisonnable et il jouit de tous ses droits en matière de défense.

87. Toutes les lois saoudiennes sont rédigées avec précision et clarté. Le Royaume protège la liberté de pensée et d'expression et nul n'est détenu en raison de l'exercice de ses droits et libertés.

88. Le Gouvernement dit que la peine de mort n'est prononcée que pour les infractions les plus graves et dans les limites les plus étroites, et qu'elle n'est appliquée qu'à l'issue de toutes les procédures judiciaires, dans le respect d'un procès équitable et d'une procédure régulière, conformément aux engagements internationaux pris par l'Arabie saoudite en vertu du droit international des droits de l'homme. Il renvoie à la résolution n° 1984/50 du Conseil économique et social.

89. Le Gouvernement fait valoir que la loi contre le terrorisme et le financement du terrorisme est alignée sur la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et il renvoie à plusieurs résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Les mesures prises à l'égard de M. al-Ghamdi sont conformes aux articles 18, 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

90. D'après le Gouvernement, M. al-Ghamdi a été arrêté en vertu d'un mandat d'arrêt délivré par l'autorité compétente, a été informé le jour même des raisons de son arrestation et de ses droits et a signé les procès-verbaux correspondants. Lors des interrogatoires, on lui a posé des questions claires, sans tromperie ni ambiguïté. À l'issue de l'enquête, l'organe d'enquête a estimé que les éléments de preuve à charge étaient suffisants pour l'inculper. Le droit de contester la légalité d'une arrestation ou d'une détention est garanti à tout détenu, conformément à l'article 115 du Code de procédure pénale. Le tribunal a estimé qu'il fallait juger M. al-Ghamdi pendant qu'il se trouvait en détention provisoire. Ces mesures étaient conformes aux normes internationales applicables, notamment au principe 2 des Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale, aux principes 17 et 18 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement,

⁹ Voir communication SAU 8/2023, à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=28381>.

¹⁰ Résolution 49/60 de l'Assemblée générale, annexe, par. 3.

au principe 9 des Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire, au droit de toute personne privée de liberté par arrestation ou détention d'introduire un recours devant un tribunal, et à l'article 14 (par. 3) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

91. Le Gouvernement soutient que M. al-Ghamdi a été informé de son droit à bénéficier d'une assistance juridique aux stades de l'enquête et du procès et qu'il a obtenu un avocat pour assurer sa défense aux frais de l'État après avoir présenté au tribunal une demande à cet effet, qu'il a rencontré régulièrement son avocat au lieu de sa détention pour discuter de son affaire et que les moyens nécessaires et le temps suffisant lui ont été accordés pour préparer sa défense. Il fait observer que les contre-mémoires présentés par l'avocat de M. al-Ghamdi ne contenaient aucune requête demandant la comparution de témoins à décharge.

92. Selon le Gouvernement, M. al-Ghamdi a assisté à son procès en présence du procureur et sa cause a été entendue par un tribunal indépendant et impartial – le Tribunal pénal spécial – dans le cadre d'un procès public et équitable. Cet organe a été créé par le Conseil supérieur de la magistrature conformément à l'article 6 de la loi sur le pouvoir judiciaire. Le Tribunal pénal spécial suit les mêmes procédures que les autres juridictions pénales selon le droit national. Les juges sont nommés par une ordonnance royale en application d'une décision du Conseil supérieur de la magistrature, conformément à l'article 47 de la loi sur le pouvoir judiciaire, et évoluent dans la hiérarchie judiciaire conformément aux articles 31 à 42 de la loi. Ils sont nommés après avoir été accrédités et rempli certaines conditions.

93. Le Gouvernement nie toute violation relevant de la catégorie III. La législation nationale garantit aux accusés le droit à un procès public et équitable devant un tribunal indépendant. Le pouvoir judiciaire tient son autorité et sa souveraineté des principes de la charia, laquelle consacre la justice comme fondement de l'exercice du jugement et garantit l'indépendance de la magistrature, conformément aux articles 46, 48 et 49 de la Loi fondamentale de gouvernance et de l'article premier de la loi sur le pouvoir judiciaire. Le jugement initial rendu contre M. al-Ghamdi ne se fondait pas exclusivement sur des aveux, mais reposait sur l'ensemble des éléments de preuve, notamment les procès-verbaux d'arrestation et de perquisition, les déclarations des témoins et les délibérations du tribunal au cours desquelles un certain nombre d'actes de procédure ont été reçus, en particulier les témoignages, les procès-verbaux d'audience, les déclarations des témoins oculaires et l'expertise d'un pathologiste. En outre, l'affaire de M. al-Ghamdi fait actuellement l'objet d'un recours et la situation a été et continue d'être suivie par la Commission des droits de l'homme, qui n'a relevé aucune apparence de violation des droits.

94. S'agissant des allégations concernant le maintien à l'isolement de M. al-Ghamdi pendant les quatre premiers mois de sa détention, le Gouvernement déclare que M. al-Ghamdi a été arrêté au titre de la loi contre le terrorisme et le financement du terrorisme, qui autorise l'organe d'enquête à empêcher un accusé de communiquer avec des tiers pendant un certain temps dans des circonstances exceptionnelles pendant l'enquête, sans préjudice de son droit de contacter ses proches et ses représentants légaux. Cette disposition juridique est conforme aux normes internationales, notamment aux Règles Nelson Mandela et au principe 19 de l'Ensemble de principes, et les accusés conservent le droit de contester la légalité de leur détention. Les dispositions visant à empêcher un accusé de contacter des tiers dans le Royaume sont soumises à certaines restrictions légales. Le Royaume considère la torture comme une infraction pénale, punissable par la loi. Ainsi, la loi contre le terrorisme et le financement du terrorisme stipule que l'isolement cellulaire ne peut être imposé que dans des circonstances exceptionnelles prévues par la loi, sans préjudice du droit de l'accusé d'informer ses proches de son arrestation. Le tribunal peut rendre une ordonnance interdisant de communiquer avec l'accusé ou de lui rendre visite pendant une période n'excédant pas 90 jours, si nécessaire. Le détenu ou le prisonnier a le droit de porter plainte, conformément à l'article 39 du Code de procédure pénale.

95. Le Gouvernement nie que M. al-Ghamdi ait été empêché de soumettre des rapports médicaux sur son état de santé. Le tribunal de première instance a considéré la question de l'orientation de M. al-Ghamdi vers un spécialiste de santé mentale et psychologique ; après avoir examiné tous les éléments du dossier, convoqué M. al-Ghamdi et donné lecture de l'acte d'accusation général, il n'a pas jugé cette orientation nécessaire. Le Gouvernement

ajoute que M. al-Ghamdi est en bonne santé, qu'il a été examiné dans plusieurs centres de soins et reçu les médicaments dont il avait besoin et qu'il est suivi régulièrement. Le Gouvernement renvoie au droit saoudien. Il soutient que la manière dont M. al-Ghamdi est traité est conforme aux règles 24 (par. 1), 30 et 56 (par. 1) des Règles Nelson Mandela et réaffirme que tous les détenus bénéficient de soins de santé gratuits et appropriés.

96. Le Gouvernement réfute toute forme d'écoute s'agissant des conversations téléphoniques de M. al-Ghamdi. Depuis son arrestation, son droit à des visites et à des communications régulières a été respecté : il a reçu 14 visites d'ordre général (la dernière datant du 18 décembre 2023), 11 visites privées (la dernière datant du 17 décembre 2023) et 57 appels téléphoniques (le dernier datant du 26 décembre 2023). Il a pu s'entretenir régulièrement avec son avocat au lieu de sa détention. La manière dont il est traité est conforme à la règle 68 des Règles Nelson Mandela.

97. Enfin, le Gouvernement rappelle au Groupe de travail qu'il doit se conformer pleinement à ses méthodes de travail et au Code de conduite pour les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme adopté par le Conseil dans sa résolution 5/2 du 18 juin 2007, en particulier aux obligations découlant des articles 6 (al. a) à c)), 9 (al. a), d) et e)), 12 et 13 (al. a) et b)) du Code.

c) Observations complémentaires de la source

98. Dans sa réponse en date du 31 janvier 2024, la source réitère ses observations initiales et apporte de nouvelles précisions pour réfuter les observations du Gouvernement, comme indiqué ci-dessous. La source dit que le Gouvernement s'est contenté de rejeter ses allégations en les qualifiant d'inexactes sans montrer que M. al-Ghamdi a bénéficié des garanties procédurales invoquées. Elle fait valoir que la simple énumération des lois applicables ne prouve pas que ces garanties ont bien été accordées, et donc n'invalide pas les allégations de violation des droits de M. al-Ghamdi.

2. Examen

99. Le Groupe de travail remercie la source et le Gouvernement pour leurs communications.

100. Pour déterminer si la détention de M. al-Ghamdi est arbitraire, le Groupe de travail tient compte des principes établis dans sa jurisprudence sur les règles de la preuve. Lorsque la source établit une présomption de violation des règles internationales constitutive de détention arbitraire, la charge de la preuve incombe au Gouvernement dès lors que celui-ci décide de contester les allégations. Le simple fait que le Gouvernement affirme que la procédure légale a été suivie ne suffit pas à réfuter les allégations de la source¹¹.

101. Le Groupe de travail souhaite rappeler que ses méthodes de travail lui permettent de prendre en compte les informations reçues en réponse à l'appel urgent conjoint auquel le Gouvernement a fait référence¹².

a) Catégorie II

102. La source fait observer que les accusations visant M. al-Ghamdi portent uniquement sur l'exercice de son droit à la liberté d'expression et d'association et qu'il ne lui est rien reproché d'autre que l'expression en ligne de ses opinions, le visionnage de vidéos et son activité sur les médias sociaux. La source souligne dans ses observations complémentaires que le Gouvernement ne conteste pas ni ne nie dans sa réponse que les mesures prises à l'égard de M. al-Ghamdi étaient motivées uniquement par les contenus qu'il avait publiés et consultés sur les médias sociaux. Elle ajoute que la position du Gouvernement, qui considère que l'expression de ses opinions par M. al-Ghamdi relève du terrorisme et non d'une critique pacifique, conforte l'idée que sa détention et la menace de peine de mort qui pèse sur lui résultent de la répression généralisée qui vise la dissidence, l'opposition et la liberté de parole en Arabie saoudite.

¹¹ A/HRC/19/57, par. 68.

¹² Voir, par exemple, avis n°s 48/2016 et 50/2022.

103. La source énumère les éléments à l'appui de ces affirmations : a) l'acte judiciaire publié le 26 juin 2022 confirmant les accusations portées contre M. al-Ghamdi, qui montre que celles-ci étaient motivées par les opinions et préoccupations qu'il avait exprimées sur les médias sociaux, et par les comptes de médias sociaux qu'il avait consultés et suivis ; b) le type des questions qui lui ont été posées lors de ses interrogatoires après son arrestation ; c) le jugement rendu à l'issue du procès, par lequel il a été reconnu coupable des faits qui lui étaient reprochés et condamné à la peine de mort. Le Gouvernement déclare que la liberté de parole est protégée en Arabie saoudite, tout en qualifiant de terroristes les actes de M. al-Ghamdi. Le Groupe de travail relève que l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme protège le droit à la liberté d'expression, qui implique le droit de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit. Ce droit porte aussi sur le discours politique et le commentaire des affaires publiques. Il protège le fait d'avoir des opinions et de les exprimer, même si elles sont critiques à l'égard des politiques officielles ou n'y sont pas conformes¹³. Ayant évalué les observations des deux parties, le Groupe de travail considère que le comportement de M. al-Ghamdi relève du droit à la liberté d'opinion et d'expression protégé par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et que l'intéressé a été placé en détention pour avoir exercé pacifiquement ce droit en publiant des messages sur les médias sociaux et en consultant et suivant des comptes sur ces médias.

104. Selon la source, après l'adoption en 2014 de la législation contre le terrorisme, une campagne répressive d'arrestations aurait visé des citoyens et des militants sur la base d'accusations liées à la liberté d'opinion et d'expression. Le Gouvernement fait valoir que toutes les lois en Arabie saoudite sont rédigées de façon précise et claire, mais le Groupe de travail rappelle que la loi contre le terrorisme et le financement du terrorisme, au titre de laquelle M. al-Ghamdi a été inculpé, manque de sécurité juridique. Le Groupe de travail a constaté que cette loi était régulièrement utilisée pour criminaliser toute une série d'actes relevant des droits à la liberté d'opinion, d'expression, de réunion pacifique et d'association, ainsi que des droits à la liberté de pensée, de conscience et de religion, consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Groupe de travail considère que les accusations et les condamnations prononcées en vertu des dispositions de la loi qui permettent de criminaliser l'expression pacifique d'une opinion et qui se prêtent à une interprétation arbitraire de sorte qu'il est difficile pour les citoyens de savoir comment se comporter pour respecter la loi ne sauraient être considérées comme conformes à la Déclaration universelle des droits de l'homme¹⁴.

105. Le Groupe de travail partage l'avis du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste selon lequel la loi de 2014 contre le terrorisme n'est pas conforme aux normes internationales de sécurité juridique en matière de droits de l'homme et permet en son article premier, contrairement aux normes internationales fondamentales en matière de droits de l'homme, de criminaliser toute une série d'actes d'expression pacifique d'opinions que les autorités estiment compromettre l'« unité nationale » ou porter atteinte « à la réputation ou à la position de l'État »¹⁵. Le Groupe de travail observe que la loi de 2017 contre le terrorisme et le financement du terrorisme ne tient pas compte de ces préoccupations.

106. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe de travail conclut que la privation de liberté de M. al-Ghamdi est arbitraire, en violation de l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, en ce qu'elle relève de la catégorie II.

b) Catégorie III

107. Ayant conclu que la privation de liberté de M. al-Ghamdi était arbitraire au titre de la catégorie II, le Groupe de travail tient à souligner qu'aucun procès n'aurait dû avoir lieu dans ces circonstances. Cela dit, le procès ayant eu lieu, le Groupe de travail va maintenant examiner la question de savoir si les violations alléguées du droit à un procès équitable et à une procédure régulière sont d'une gravité telle qu'elles rendent la privation de liberté arbitraire au sens de la catégorie III.

¹³ Avis n° 79/2017, par. 55 ; et n° 8/2019, par. 55.

¹⁴ Voir avis n° 46/2011 et 45/2019, et [A/HRC/41/7](#), par. 38.73 et 38.171.

¹⁵ Avis n° 63/2017, par. 62.

108. La source fait valoir que M. al-Ghamdi n'a pas eu accès à un avocat quand il a été interrogé alors qu'il était à détenu à l'isolement et au secret pendant les quatre mois qui ont suivi son arrestation en juin 2022. L'avocat désigné par l'État en décembre 2022 pour l'assister aurait, par crainte de subir de graves conséquences à l'instar d'autres avocats et d'un ancien juge à qui leur licence avait été retirée, refusé de reconnaître les troubles mentaux diagnostiqués à M. al-Ghamdi ou la possibilité d'invoquer ces troubles pour sa défense. Sa famille a donc dû lui trouver un autre avocat, ce qui s'est avéré une tâche difficile, car plusieurs avocats contactés ont décliné la proposition par crainte de représailles. M. al-Ghamdi s'est ainsi retrouvé sans représentation juridique entre mars et mai 2023, date du renvoi de son affaire devant le Tribunal pénal spécial, et n'a pas été autorisé par la suite à communiquer régulièrement avec son avocat.

109. Le Gouvernement affirme que M. al-Ghamdi a été informé de son droit à bénéficier d'une assistance juridique aux stades de l'enquête et du procès, qu'un avocat a été engagé aux frais de l'État pour le défendre et le représenter, qu'il a rencontré régulièrement son avocat au lieu de sa détention et que les moyens et le temps nécessaires ont été mis à la disposition de son avocat pour préparer la défense.

110. Dans ses observations complémentaires, la source fait valoir que le simple fait de donner lecture et d'informer le détenu de ses droits théoriques, notamment de son droit à une assistance juridique, ne suffit pas si la réalité de sa situation l'empêche de bénéficier de ces protections. La source observe que le Gouvernement n'indique pas la date à laquelle M. al-Ghamdi a obtenu une représentation juridique aux frais de l'État. Selon la source, c'était en décembre 2022, soit six mois au moins après son arrestation. La source ajoute que le Gouvernement ne donne dans sa réponse aucune précision sur le moment où M. al-Ghamdi a pu rencontrer son avocat ni sur la durée de leur entretien et sur le centre de détention et l'endroit précis où l'entretien s'est déroulé.

111. Le Groupe de travail rappelle que toute personne privée de liberté a le droit d'être assistée par le conseil de son choix, à tout moment pendant la détention, y compris immédiatement après son arrestation, et que cette assistance doit lui être accordée dans les meilleurs délais¹⁶. Le Groupe de travail observe que M. al-Ghamdi a été privé de l'assistance d'un conseil de son choix pendant qu'il était détenu au secret et à l'isolement. À ce titre, le Gouvernement n'a pas respecté son droit de bénéficier d'une assistance juridique à tout moment, un principe inhérent au droit à la liberté et à la sécurité de la personne, ni son droit à un procès équitable et public devant un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi conformément à la loi, comme le prévoient les articles 3, 9, 10 et 11 (par. 1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Groupe de travail considère que cette violation a considérablement affaibli sa capacité de se défendre dans toute procédure judiciaire ultérieure. Le Groupe de travail constate par conséquent des violations des articles 10 et 11 (par. 1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des principes 15, 17 et 18 de l'Ensemble de principes, de la règle 61 des Règles Nelson Mandela, ainsi que du principe 9 et de la ligne directrice 8 des Principes de base et lignes directrices des Nations Unies sur les voies et procédures permettant aux personnes privées de liberté d'introduire un recours devant un tribunal. Ces violations sont d'autant plus graves que M. al-Ghamdi risque la peine de mort : dans les affaires où l'accusé risque la peine capitale, il va de soi qu'il doit bénéficier de l'assistance effective d'un avocat à tous les stades de la procédure.

112. La source affirme que M. al-Ghamdi a subi d'autres violations de son droit à un procès équitable et à une procédure régulière. Selon elle, les restrictions imposées à M. al-Ghamdi pour ce qui est de consulter un avocat et de communiquer avec lui pendant sa détention et ses interrogatoires, et le fait que M. al-Ghamdi n'ait pas pu, après avoir engagé un nouvel avocat, s'entretenir régulièrement avec lui, ont eu un effet préjudiciable sur sa capacité à préparer et présenter sa défense. Le fait que son avocat n'ait pas pu, comme il le voulait, demander la comparution de témoins, invoquer des rapports médicaux et obtenir que son client soit examiné par un médecin au cours de la procédure a également compromis sa défense,

¹⁶ Voir principe 9 des Principes de base et lignes directrices des Nations Unies sur les voies et procédures permettant aux personnes privées de liberté d'introduire un recours devant un tribunal. Avis n° 63/2017, par. 70 ; n° 93/2017, par. 52 ; et n° 86/2020, par. 78. Voir aussi [CAT/C/SAU/CO/2](#) et [CAT/C/SAU/CO/2/Corr.1](#), par. 14 et 15.

en violation de ses droits à une procédure régulière et à un procès équitable. Le Gouvernement fait valoir en termes généraux que M. al-Ghamdi a bénéficié d'un procès équitable et public au cours duquel tous ses droits ont été protégés. Prenant note des observations détaillées de la source, le Groupe de travail estime qu'il y a eu violation des droits de M. al-Ghamdi à l'égalité des moyens, au temps nécessaire pour préparer sa défense et à un procès équitable, consacrés aux articles 10 et 11 (par. 1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

113. Le Gouvernement fait valoir que le jugement rendu en première instance contre M. al-Ghamdi était fondé sur des éléments de preuve suffisants, notamment sur les aveux de l'accusé. Le Groupe de travail a déjà établi que M. al-Ghamdi a été détenu à l'isolement et au secret et interrogé en l'absence d'avocat. Comme le Groupe de travail l'a déjà indiqué, les aveux faits en l'absence d'un conseil ne sauraient être admis comme éléments de preuve dans une procédure pénale¹⁷. De surcroît, lorsqu'une déclaration que l'on suppose obtenue au moyen de tortures ou de mauvais traitements est admise à titre de preuve, l'ensemble de la procédure devient inéquitable, indépendamment de l'existence d'autres preuves à l'appui du verdict¹⁸. Il incombe au Gouvernement de prouver, ce qu'il n'a pas fait en l'espèce, que les déclarations n'ont pas été faites sous la contrainte¹⁹.

114. Par conséquent, le Gouvernement n'a pas respecté le droit de M. al-Ghamdi à bénéficier d'une assistance juridique à tout moment, un principe inhérent au droit à la liberté et à la sécurité de la personne et au droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi, avec toutes les garanties nécessaires à la défense, comme le prévoient les articles 3, 9, 10 et 11 (par. 1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

115. Se référant à différentes violations du droit à un procès équitable et à une procédure régulière, la source fait valoir que le droit de M. al-Ghamdi à un procès équitable a été violé, car il n'a pas eu accès à un tribunal indépendant et impartial dans le cadre du Tribunal pénal spécial. Le Gouvernement soutient que le Tribunal pénal spécial est une juridiction indépendante et impartiale qui a assuré à M. al-Ghamdi un procès équitable et public. Dans ses observations complémentaires, la source note que le Tribunal pénal spécial a adopté un modèle bien documenté de ciblage et de poursuite des personnes exprimant des opinions ou des critiques, et fait observer que le Gouvernement n'a répondu directement à aucune des allégations concernant les préoccupations que suscitait le Tribunal pénal spécial, notamment le fait que le Tribunal n'avait pas divulgué l'identité des juges et n'avait pas autorisé la famille de M. al-Ghamdi à assister à l'audience de jugement ni M. al-Ghamdi à contester l'exactitude des déclarations dont on l'accusait.

116. Le Groupe de travail rappelle sa jurisprudence antérieure, dans laquelle il a établi que le Tribunal pénal spécial n'était pas suffisamment indépendant du Ministère de l'intérieur²⁰, une préoccupation partagée par le Comité contre la torture²¹. Le Groupe de travail rappelle en outre que l'ancien Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste a constaté qu'à la suite de mesures de restructuration, les pouvoirs d'enquête du Ministère de l'intérieur avaient été placés sous l'autorité immédiate du ministère public et de la Direction de la sûreté de l'État, qui relèvent tous deux directement du Roi, et que, par conséquent, les préoccupations quant au manque d'indépendance du Tribunal pénal spécial subsistaient²².

117. Le Groupe de travail demeure donc préoccupé par la question de l'indépendance et de l'impartialité du Tribunal pénal spécial et du respect du principe de la présomption d'innocence et des garanties nécessaires à la défense. En conséquence, il considère que le procès qui a eu lieu devant ce tribunal était contraire à l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Groupe de travail renvoie l'affaire au Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats.

¹⁷ A/HRC/45/16, par. 53. Voir aussi avis n° 1/2014, par. 22, et n° 41/2020, par. 70 ; et E/CN.4/2003/68, par. 26 e).

¹⁸ Avis n° 73/2019, par. 91.

¹⁹ Avis n° 41/2020, par. 70.

²⁰ Avis n° 10/2018, par. 73 ; n° 27/2023, par. 102 à 104 ; et n° 56/2023, par. 108.

²¹ CAT/C/SAU/CO/2 et CAT/C/SAU/CO/2/Corr.1, par. 17.

²² A/HRC/40/52/Add.2, par. 47.

118. La source affirme que le droit de M. al-Ghamdi à communiquer avec sa famille n'a pas été respecté, ce qui a entraîné des violations supplémentaires de son droit à un procès équitable et à une procédure régulière. Le Gouvernement soutient quant à lui que le droit de M. al-Ghamdi à des visites et communications régulières a été respecté et indique le nombre des appels téléphoniques et des visites générales et privées qu'il a reçus. La source relève dans ses observations complémentaires que le Gouvernement n'a rien dit dans sa réponse du type de ces communications ni de leur fréquence et conclut que l'affirmation selon laquelle M. al-Ghamdi aurait bénéficié de communications régulières n'est pas étayée.

119. Compte tenu des observations détaillées de la source, le Groupe de travail estime que M. al-Ghamdi a été privé de ses droits à une procédure régulière, notamment de son droit de recevoir des visites des membres de sa famille et de correspondre avec eux et de son droit de disposer de possibilités adéquates pour communiquer avec le monde extérieur, sous réserve des conditions et restrictions raisonnables que peuvent spécifier la loi ou les règlements pris conformément à la loi, en application des principes 15 et 19 de l'Ensemble de principes et des règles 43 (par. 3), 58 et 68 des Règles Nelson Mandela²³. Il note en particulier qu'il aurait été transféré dans une prison située à 945 kilomètres de l'endroit où réside sa famille, ce qui l'empêche de recevoir des visites régulières de cette dernière. En l'absence de réponse du Gouvernement sur la question, le Groupe de travail estime que ce transfert l'a privé de la protection prévue par la règle 59 des Règles Nelson Mandela, qui exige que les détenus soient placés, dans la mesure du possible, dans des prisons situées près de leur domicile. Assurer un accès rapide et régulier aux membres de la famille, ainsi qu'à un personnel médical et à des avocats indépendants, est une garantie essentielle et nécessaire pour la prévention de la torture et de la détention arbitraire²⁴. Le refus de laisser M. al-Ghamdi contacter sa famille et communiquer avec elle pendant les quatre premiers mois de sa détention quand il se trouvait à l'isolement a fait que sa famille n'a pas pu l'aider plus tôt à engager un avocat compétent.

120. La source affirme que, durant les quatre premiers mois de sa détention, après son arrestation le 11 juin 2022, M. al-Ghamdi a été détenu à l'isolement et au secret, qu'il a été interrogé et qu'il n'a pas eu accès à un avocat. Le Gouvernement ne conteste pas ces allégations et explique que conformément à la loi contre le terrorisme et le financement du terrorisme, au nom de laquelle M. al-Ghamdi a été arrêté, l'autorité chargée de l'enquête a le droit d'empêcher un accusé de contacter des tiers pendant un certain temps au cours de l'enquête dans des circonstances exceptionnelles. Elle peut notamment, si elle le juge nécessaire, imposer un isolement cellulaire pour une période n'excédant pas 90 jours. Dans ses observations complémentaires, la source dit que le Gouvernement n'explique pas en quoi la mise à l'isolement de M. al-Ghamdi a été nécessitée par l'enquête pour des raisons exceptionnelles, sans compter qu'en maintenant M. al-Ghamdi à l'isolement pendant quatre mois, il a excédé le délai maximum de 90 jours fixé par sa propre loi.

121. S'agissant de cet isolement cellulaire de quatre mois, le Groupe de travail rappelle que le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants a considéré que la mise à l'isolement pendant plus de quinze jours était un isolement prolongé et qu'au-delà de cette période certains effets psychologiques dommageables de l'isolement pouvaient devenir irréversibles²⁵. Le Groupe de travail rappelle que, selon la règle 45 des Règles Nelson Mandela, une mesure d'isolement doit s'accompagner de certaines garanties. Le Gouvernement n'a pas montré que de quelconques garanties aient été mises en place, ni justifié son recours à l'isolement, qui est une mesure de dernier ressort ; il n'a pas non plus expliqué pourquoi M. al-Ghamdi a été maintenu à l'isolement pendant quatre mois, en violation de la législation nationale.

122. Le Gouvernement déclare qu'il considère la torture comme une infraction pénale, punissable par la loi. La source relève que le Gouvernement se contente d'évoquer l'existence de garanties juridiques sans fournir le moindre élément pour contester les allégations de la source disant que M. al-Ghamdi a été soumis à un traitement cruel, inhumain et dégradant et, potentiellement, à des tortures psychologiques, y compris l'isolement cellulaire.

²³ Avis n° 35/2018, par. 39, et n° 44/2019, par. 74 et 75.

²⁴ Avis n° 84/2020, par. 70.

²⁵ A/66/268, par. 26 et 61. Voir aussi A/63/175, par. 56.

123. Selon la source, M. al-Ghamdi a été soumis à des pressions et à des souffrances émotionnelles et psychologiques extrêmes parce qu'il a été maintenu à l'isolement, sans explication, pendant les quatre premiers mois de sa détention, sans bénéficier de l'assistance d'un avocat ni pouvoir communiquer avec sa famille ; parce qu'il a été privé d'un avocat pendant de longues périodes durant sa détention ; et parce qu'il s'est vu refuser des soins médicaux et des médicaments, ce qui a entraîné une détérioration de son état de santé. Le Gouvernement affirme qu'il est en bonne santé, qu'il a été examiné dans plusieurs cliniques, qu'il a reçu les médicaments dont il avait besoin et qu'il est suivi sur le plan médical. La source répond dans ses observations complémentaires que ces simples affirmations ne suffisent pas à démontrer que M. al-Ghamdi a réellement bénéficié de ces services.

124. Le Groupe de travail rappelle que la privation de soins médicaux peut constituer une forme de torture et de traitement cruel et inhumain²⁶. Compte tenu de la gravité des allégations, le Groupe de travail estime que les violations qui ont entaché les conditions de détention de M. al-Ghamdi, ainsi que l'absence de soins médicaux, ont considérablement compromis sa capacité à se défendre convenablement. Le Groupe de travail a toujours conclu dans ses avis qu'empêcher une personne soumise à la torture ou à d'autres formes de mauvais traitements ou de peines d'élaborer une défense digne de ce nom en vue d'un procès devant la justice revient à porter atteinte à son droit à un procès équitable²⁷.

125. Le Groupe de travail conclut que les violations du droit de M. al-Ghamdi à un procès équitable et à une procédure régulière sont d'une gravité telle que sa privation de liberté revêt un caractère arbitraire au sens de la catégorie III.

c) Observations finales

126. Bien que le Gouvernement soutienne que M. al-Ghamdi est en bonne santé, le Groupe de travail est préoccupé par les nombreux problèmes de santé, notamment de santé mentale, signalés par la source. Le Groupe de travail se doit de rappeler au Gouvernement les obligations qui lui incombent au titre de l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des règles 1, 24, 27 et 118 des Règles Nelson Mandela, et qu'il est tenu de traiter toute personne privée de liberté avec humanité, dans le respect de la dignité inhérente à la personne²⁸, notamment en lui permettant de bénéficier des mêmes niveaux de soins de santé que ceux dispensés au sein de la communauté.

127. Depuis sa création il y a trente ans, le Groupe de travail a constaté que le Gouvernement avait manqué à ses obligations internationales en matière de droits de l'homme dans plus de 75 affaires²⁹. Le Groupe de travail fait à nouveau part de ses craintes que cela soit révélateur d'un problème de détention arbitraire généralisé et systémique en Arabie saoudite, qui constituerait une violation grave du droit international. Le Groupe de travail rappelle que, dans certaines circonstances, l'emprisonnement généralisé ou systématique ou d'autres formes graves de privation de liberté en violation des règles du droit international peuvent constituer des crimes contre l'humanité³⁰.

128. Le Groupe de travail salue les engagements pris volontairement par l'Arabie saoudite conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale relative au Conseil des droits de l'homme³¹. Il se félicite en particulier que le Gouvernement ait fait part de sa volonté de coopérer avec le Conseil et ses différents mécanismes, notamment les procédures spéciales. Dans ce contexte, rappelant la demande de visite qu'il a réitérée le 24 août 2021 et le 4 février 2022, le Groupe de travail souhaiterait avoir la possibilité d'effectuer une visite en Arabie saoudite dès que le Gouvernement le jugera opportun, afin de nouer un dialogue constructif et de lui proposer son assistance face aux graves préoccupations que lui inspirent les cas de privation arbitraire de liberté.

²⁶ A/HRC/38/36, par. 18, et avis n° 20/2022, par. 104.

²⁷ Avis n° 32/2019, par. 42 ; n° 59/2019, par. 69 ; et n° 65/2022, par. 117.

²⁸ Avis n° 26/2017, par. 66.

²⁹ Voir, par exemple, avis n°s 55/2023 et 56/2023.

³⁰ A/HRC/13/42, par. 30. Voir aussi avis n° 37/2011, par. 15, et n° 51/2017, par. 57.

³¹ Voir A/75/377.

3. Dispositif

129. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant :

La privation de liberté de Muhammad al-Ghamdi est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 3, 9, 10, 11 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et relève des catégories II et III.

130. Le Groupe de travail demande au Gouvernement saoudien de prendre les mesures qui s'imposent pour remédier sans tarder à la situation de M. al-Ghamdi et la rendre compatible avec les normes internationales applicables, notamment celles énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

131. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'espèce, la mesure appropriée consisterait à libérer immédiatement M. al-Ghamdi et à lui accorder le droit d'obtenir réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation, conformément au droit international.

132. Le Groupe de travail demande instamment au Gouvernement de veiller à ce qu'une enquête approfondie et indépendante soit menée sur les circonstances de la privation arbitraire de liberté de M. al-Ghamdi, et de prendre les mesures qui s'imposent contre les responsables de la violation des droits de celui-ci.

133. Le Groupe de travail demande au Gouvernement de rendre sa législation, en particulier la loi contre le terrorisme et le financement du terrorisme, conforme aux recommandations formulées dans le présent avis et aux obligations mises à la charge de l'Arabie saoudite par le droit international des droits de l'homme.

134. Comme prévu au paragraphe 33 (al. a)) de ses méthodes de travail, le Groupe de travail renvoie l'affaire au Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent.

135. Le Groupe de travail recommande au Gouvernement d'adhérer au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

136. Le Groupe de travail demande au Gouvernement d'user de tous les moyens à sa disposition pour diffuser le présent avis aussi largement que possible.

4. Procédure de suivi

137. Conformément au paragraphe 20 de ses méthodes de travail, le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de l'informer de la suite donnée aux recommandations formulées dans le présent avis, et notamment de lui faire savoir :

- a) Si M. al-Ghamdi a été mis en liberté et, dans l'affirmative, à quelle date ;
- b) Si M. al-Ghamdi a obtenu réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation ;
- c) Si la violation des droits de M. al-Ghamdi a fait l'objet d'une enquête et, dans l'affirmative, quelle a été l'issue de celle-ci ;
- d) Si l'Arabie saoudite a modifié sa législation ou sa pratique afin de les rendre conformes aux obligations mises à sa charge par le droit international, dans le droit fil du présent avis ;
- e) Si d'autres mesures ont été prises en vue de donner suite au présent avis.

138. Le Gouvernement est invité à informer le Groupe de travail de toute difficulté rencontrée dans l'application des recommandations formulées dans le présent avis et à lui faire savoir s'il a besoin qu'une assistance technique supplémentaire lui soit fournie, par exemple dans le cadre d'une visite du Groupe de travail.

139. Le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de lui fournir les informations demandées dans les six mois suivant la communication du présent avis. Il se réserve néanmoins le droit de prendre des mesures de suivi si de nouvelles informations préoccupantes concernant l'affaire sont portées à son attention. Cela lui permettra de faire savoir au Conseil des droits de l'homme si des progrès ont été accomplis dans l'application de ses recommandations ou si, au contraire, rien n'a été fait en ce sens.

140. Le Groupe de travail rappelle que le Conseil des droits de l'homme a engagé tous les États à coopérer avec lui et les a priés de tenir compte de ses avis, de faire le nécessaire pour remédier à la situation de toutes personnes arbitrairement privées de liberté et de l'informer des mesures prises à cette fin³².

[Adopté le 19 mars 2024]

³² Résolution [51/8](#) du Conseil des droits de l'homme, par. 6 et 9.